

ÉTAT ET SOUVERAINETÉ À L'ÉPREUVE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DU « BREXIT »

Jacques GUIGOU & Jacques WAJNSZTEJN

La crise actuelle de l'Union européenne semble illustrer notre propos plus général sur l'État dans la société capitalisée à partir de notre conceptualisation récente centrée sur les trois niveaux de domination du capital mondialisé¹.

On peut dire que le niveau I, qui est celui de l'hypercapitalisme et qui est le moteur du processus de globalisation/mondialisation, rencontre des difficultés. Non pas à étendre son emprise, mais tout d'abord à faire qu'il en sorte un ordre mondial minimum, ceci en l'absence de domination d'un impérialisme traditionnel et dominant². Le fait qu'il n'y ait pas eu depuis de parachèvement de cette tendance à un nouvel ordre mondial (une question de puissance stratégique du capital plus que de pillage des richesses) a conduit à une aggravation de l'instabilité et au passage des opérations de police à une lutte anti-terroriste.

Ensuite, y a une contradiction entre d'un côté, ce capitalisme du sommet pour reprendre une expression de F. Braudel (le niveau I pour nous) dans la mesure où il privilégie la fluidité et la flexibilité à l'immobilité, la capitalisation à l'accumulation, le global au local, etc., et ce que nous appelons le niveau II qui est celui où les entreprises subissent le marché (elles sont preneuses de prix alors que les grandes firmes du niveau I sont faiseuses de prix) et des États nationaux chargés de gérer la reproduction interne des rapports sociaux.

S'opposent alors deux types de souveraineté, d'un côté, une souveraineté du sommet avec des acteurs globaux (grandes organisations internationales dont les États-puissance redéployés en réseaux, grandes firmes et syndicats, ONG) avec leurs réglementations internationales, leur droit international et de l'autre, des souverainetés de niveau II mises à mal par la crise de la forme État-nation, mais qui « résistent » dans la mesure où cette souveraineté, pour exister encore, doit contrôler des territoires, ses entrées et sorties, que ce soit du point de vue des entreprises (délocalisations, conditions d'implantations avec ses normes), du point de vue fiscal, du point de vue enfin des migrations de population. À la tendance à la déterritorialisation au niveau I correspondent et en opposition pas toujours dialectique, des facteurs de territorialisation ou de reterritorialisation au niveau II.

Nous laissons de côté ici la question du rapport de force entre puissances au niveau I. Pour faire vite, nous dirons que les thèses qui soit envisagent le maintien d'une domination américaine (*grosso modo* les thèses anti-impérialistes classiques + les thèses altermondialistes), soit entrevoient le passage d'une ancienne domination, américaine, vers une nouvelle, chinoise, ne nous convainquent ni l'une ni l'autre. Celle qui semble le mieux correspondre à notre analyse générale est celle de David Harvey qui parle de « domination sans hégémonie ». Cela pourrait être assez proche de ce que disent Hardt et Negri avec leur concept « d'Empire » qu'il distingue clairement de celui d'impérialisme³, si ce n'est qu'obsédés par

1 – Nous avons défini ces niveaux dans notre le n° 15 de *Temps critiques* et dans le livre *Après la révolution du capital*.

2 – Une situation que nous avons déjà analysé en 1991 avec dans le n° 3 de la revue, mais aussi par la suite avec notre le supplément sur l'unité guerre/paix dans le processus de totalisation capitaliste.

3 – Les marxistes du début du XX^e siècle, à la suite d'Hilferding et de son analyse de la domination du capital financier, y voyaient le produit direct des contradictions internes de l'accumulation du capital alors qu'il découle prioritairement des stratégies de puissance des États capitalistes et de leurs grandes firmes encore nationales pour la plupart à l'époque et non des seuls intérêts patronaux et capitalistes. Mais avec l'inhérence Capital-États et le

l'horizontalité deleuzienne ils le voient comme un « espace lisse » comme s'il n'y avait plus de verticalité et de hiérarchisation dans les processus de domination au niveau mondial.

La difficulté, c'est de voir cela à travers la liaison hiérarchisée entre les niveaux et ici, par exemple entre niveaux I et II (dans cette brève actualisation nous laissons de côté la question du niveau III).

En effet, il faut tenir les deux bouts du processus pour saisir la dynamique et éventuellement ses contradictions. La dynamique du capital, c'est de déterritorialiser quitte à ce que le politico-administratif vienne ensuite reterritorialiser... sans chercher à savoir ce qui « fait territoire ». D'où la gageure de passer de 25 à 13 régions dans la récente réforme de décentralisation en France ! Une décentralisation plus poussée qui recentralise en quelque sorte ! Même problème mais plus étendu en ce qui concerne l'Europe : quelles sont ses limites : jusqu'où pousser à l'Est ? Quelle place pour la Turquie ? Les réponses ne seront pas les mêmes suivant le niveau de souveraineté déployé à cette échelle par ce qui n'est pas encore une puissance politique européenne capable de résister à la nature mondiale du capital et à sa tendance au nomadisme, mais une juxtaposition d'États tenus par des règles communes.

Même chose avec la question très actuelle des migrants en général ou plus particulièrement des réfugiés. Une question qui, si on y regarde bien, rompt avec la façon dont elle se posait habituellement au cours de l'Histoire. En effet, les migrants, traditionnellement, n'échappaient pas aux souverainetés de niveau II, que ce soit des migrants politiques qui fuyaient des dictatures pour rejoindre des États-nations dont les principes et valeurs étaient basés sur l'accueil des exilés ou des migrants économiques qui venaient renforcer le stock de force de travail insuffisant structurellement ou conjoncturellement du pays d'accueil. Le rapport social capitaliste a donc toujours été une combinaison de souveraineté territoriale et de contrôle politique d'un côté, de dimension fluide de l'autre avec la circulation de la production et des populations. Mais ce qui change aujourd'hui c'est tout d'abord que les souverainetés sont faibles, bien évidemment dans les pays qui les ont perdues historiquement depuis longtemps (pays de l'ancien bloc soviétique, pays du pourtour méditerranéen), mais aussi au sein de vieilles puissances comme vient de nous le montrer le « Brexit » britannique ; et qu'ensuite, les pauvres migrants sont des surnuméraires globaux que les États empêchent de circuler librement en pratique même s'ils ont édicté le principe de libre circulation en théorie.

Rocard le disait déjà dans les années 1980, aucune puissance n'a vocation à supporter toute la misère du monde et l'asile politique n'a jamais été donné sans limitation. Ce dernier ne prend un caractère massif que dans le cadre de grandes causes légitimées par une évidence démocratique ou antifasciste qui ne correspond pas à la situation actuelle des réfugiés que l'imbroglie du Moyen-Orient vient encore troubler. Dans le cas contraire elle n'a jamais correspondu qu'à l'accueil au compte-goutte de quelques grands opposants, de Trotsky à Khomeyni en passant par Ben Barka pour ce qui est de la France.

Que la situation ne soit plus la même, on en a un exemple concret aujourd'hui avec une tendance mêlant éthique humanitaire et abolition des barrières de toutes sortes selon la politique actuelle vis-à-vis des migrants et des réfugiés.

Merkel représentante de la puissance économique dominante en Europe a tout de suite pris position pour une ouverture maximum représentant les intérêts stratégiques du niveau I de la domination, celui d'un capital global déterritorialisé mais relié en réseaux de production (les FMN et leurs filiales), de circulation (finance) de distribution (Walmart and Co), d'investissement (les IDE), et de communication (Google, Facebook) garantis par un droit et des institutions internationales. Ce n'est que dans un deuxième temps et influencée par des réactions politiques et populaires défavorables en Allemagne qu'elle s'est rangée aux politiques plus prudentes de ses voisins. En effet, ceux-ci, dans leur majorité, continuent à penser en tant qu'État national en charge de la reproduction des rapports sociaux

nouveau rapport qui s'établit entre mondialisation et territorialisation que produit la révolution du capital aujourd'hui, la notion semble caduque. Une fois de plus, les analyses marxistes orthodoxes, dans toutes leurs variantes, sont victimes de leurs insuffisances, premièrement quant à la question de l'État quand elles le présentent uniquement comme commis du capital ; deuxièmement quant à la question du capital qui est conçu prioritairement dans sa forme industrielle avec son marché national, sa bourgeoisie nationale, en oubliant que Marx reconnaissait déjà la tendance du capital à abolir toutes les barrières par la « compression de l'espace » (chercher à abolir l'espace par l'accélération du temps). Pour lui c'était à la fois l'Histoire en marche et la capitalisation/prolétarianisation du monde, mais aujourd'hui le degré atteint par cette compression semble liquider la notion même de temps historique et donc de perspective pour un devenir-autre avec la « révolution numérique » et plus généralement les processus de dématérialisation et de virtualisation à l'œuvre.

au niveau II et donc dans les termes d'une souveraineté définie par le contrôle sur un territoire. Comme le définissait Carl Schmitt, le souverain est celui qui a le pouvoir sur les frontières. Le « Brexit » en GB exprime cette contradiction entre le niveau I où le capital s'affirme transnational et connexionniste et le niveau II où la symbiose capital-souveraineté est plus difficile à établir. C'est que la frontière est encore une entité politique qui fait obstacle à la fluidité même si le niveau de souveraineté de l'Europe est faible car elle ne s'appuie pas sur un peuple européen qui n'existe pas.

D'autre part, tant que la question des financements n'est pas éclaircie — car si l'État abandonne des compétences il tient toujours les cordons de la bourse — cela ne peut que pousser les métropoles régionales vers une mondialisation accélérée (Montpellier) ou l'autonomie territoriale (Barcelone, la Padanie) ou encore à ce que des zones de l'entre-deux cherchent à survivre grâce à l'aide rentière mais sous condition de la PAC ou du clientélisme local (Sivens).

Par exemple, il est très difficile de savoir si les votes anti Brexit relevés en Écosse et en Irlande relèvent de proto-souverainismes ou au contraire d'une recherche d'un niveau intermédiaire de mondialisation pour des pays qui ne peuvent affronter seuls le monde. On voit ici les limites à une interprétation des votes sur le Brexit en termes d'opposition entre riches et pauvres, intellectuels et manuels, élite/oligarchie et peuple, ces oppositions qui font se rejoindre les différents populismes de droite comme de gauche comme s'il n'y avait pas d'ouvriers ou de milieux populaires en Écosse et en Irlande du Nord, alors que dans ce dernier pays la frontière du vote passe par la religion et non principalement par le milieu social.

Le Royaume-Uni représente un cas limite d'intégration à l'UE, à la fois en dedans et en dehors. À propos du « Brexit » on a pu entendre que 80 % des entreprises et la City étaient pour rester dans l'UE alors que ces entreprises et la finance britannique sont ouvertes sans limites sur le monde et leurs activités non limitées à l'Europe (seulement 45 % des exportations). Que veut dire souverainisme dans ce cas de figure ? Les premières mesures post-Brexit annoncées depuis par les gouvernements (Osborne, Cameron puis May) font état d'ailleurs de propositions laxistes en matières fiscales de façon à compenser les pertes probables d'implantation d'investissements étrangers en Angleterre. Mais transformer l'Angleterre en une Chypre, une Irlande ou un Luxembourg, ce n'est pas du souverainisme mais bien aller vers son contraire. D'ailleurs on ne voit pas clairement de positions communes entre ces trois politiciens. Par exemple, May qui était moitié proeuropéenne, moitié Brexit n'est pas « souverainiste », mais globaliste, elle cherche à inscrire sa politique au sein du niveau I et c'est sur cette position qu'elle va négocier des accords avec l'Europe, accords qui, gageons-le, ne seront pas défavorables à UK. À ce sujet, les souverainistes de droite comme Nigel Farage en Angleterre et M. Le Pen en France font preuve d'un optimisme pour le moment sans fondement sur les suites possibles du « Brexit ». Cela ne signifiera ni une véritable indépendance nationale, impossible aujourd'hui et surtout pour l'économie britannique, ni la fin de l'austérité, celle-ci ayant des causes qui ne sont pas uniquement exogènes résultant des politiques de l'offre dominante actuellement dans le monde et de la politique monétaire et budgétaire de la zone euro⁴, mais sont imputables plus généralement à des éléments endogènes dans la mesure où, paradoxalement, la dynamique actuelle de la mondialisation/globalisation se fait sur la base d'une « reproduction rétrécie » (la capitalisation plutôt que l'accumulation).

Quant aux positions des internationalistes de gauche et gauchistes, ce n'est pas tant qu'elles sont inaudibles, mais elles sont sans voix comme le montre la déclaration récente de Ken Loach, anti-UE, mais contre le « Brexit ».

S'il y a résistance au niveau II et donc tendance au « souverainisme » qu'il faut distinguer de la souveraineté — le premier est une idéologie le second est un principe de puissance — c'est que si les flux de marchandises, de finance, de touristes et de force de travail peuvent franchir les frontières « économiques », ils sont en butte à une réalité qui est que les frontières sont aussi des entités historiques, géographiques et politiques (cf. là aussi les problèmes récurrents des « sans-papiers » dans les moments de grands bouleversements, le « statut » d'apatride dans les années 1930, etc.).

4 – Macron semble pourtant le croire qui réclamait ces jours-ci le retour à une *policy mix* (politique monétaire et budgétaire de sens inverse, restrictive d'un côté, laxiste de l'autre de façon à pouvoir jouer un rôle contracyclique).

Au sein de cet ensemble hiérarchisé, l'Union européenne apparaît comme un échelon intermédiaire au sein du niveau I, une sorte de passerelle entre la tendance supra-nationale qui couvre le tout et des souverainetés nationales en déclin qui doivent encadrer le niveau II et gérer les zones grises présentes au niveau III, celui où fleurissent les revendications ressentimentueuses des commerçants et des agriculteurs, les colères sporadiques des banlieues quand elles réussissent à dépasser le quotidien des appels à la prière et des activités d'une économie parallèle.

L'UE a donc sa place dans le procès de totalisation du capital (elle favorise les grandes firmes et facilite les délocalisations), mais elle se trouve souvent en porte-à-faux car sa limite est d'être à une échelle de l'internationalisation qui est devenue obsolète si on ne raisonne qu'en termes économiques, c'est-à-dire en dehors d'une logique de souveraineté, comme si le capital n'était plus qu'un système, une machine.

En effet, dans cette perspective restreinte, le niveau adéquat de la globalisation est de plus en plus mondial comme on a pu le voir, de fait, avec les décisions de la Commission européenne bloquant des concentrations intra-européennes sous prétexte qu'elles faussaient la concurrence, ce qui revenait de fait à livrer chacune de ces tentatives à un concurrent extra-européen. Elle ne s'est pas avérée être une force de régulation intermédiaire dans la mesure où elle a sacrifié à une conception de l'UE comme simple zone de libre-échange, une tendance renforcée par l'accroissement du nombre de ses membres. Il faut souligner aussi que le rôle de l'Allemagne est ici particulièrement en phase avec ces conditions. On peut dire que l'Allemagne représente un idéal-type de l'État moderne dans le niveau I. Sa puissance n'est ni militaire ni politique, mais économique. Elle ne se pose donc pas dans les termes traditionnels de la souveraineté. C'est d'ailleurs ce que n'avaient pas compris nombre de gauchistes et « anti-deutsch » allemands qui voyaient avec crainte la réunification de l'Allemagne et la possible résurgence d'un nationalisme pangermanique s'appuyant sur sa zone Est qu'elle a contribué à « dé-yougoslavisier ».

Les dernières déclarations de W. Schäuble, le ministre allemand de l'Économie et des Finances confirment cette tendance à exprimer en priorité les intérêts du niveau I dans la mesure où il oppose à la forme référendaire du « Brexit » la même réponse que celle faite à la Grèce en 2015, à savoir le diktat d'une sorte de troïka permanente à l'abri des pressions politiques et populaires. C'est aussi une position proche de celle du dernier prix Nobel d'économie, Jean Tirole qui conseille de s'appuyer sur des institutions indépendantes comme la BCE ou la Commission européenne ce qui permet en dernière instance d'assurer une continuité des politiques des États restructurés dans la forme réseau en évitant les pressions politiques et populistes.

Juillet 2016